



Laurent Berger : « Le climat ambiant m'inquiète »

Pour le patron de la CFDT, qui prendra toute sa part dans la campagne présidentielle à venir, la France souffre d'un affaiblissement du débat public.



Marc Landré
mlandre@lefigaro.fr

Laurent Berger dirige la CFDT depuis novembre 2012. Il publie *Quelle société veut-on ?*, aux Éditions de l'Aube, un livre d'entretiens avec le journaliste Denis Lafay dans lequel il développe les grandes lignes du projet « sociétal » qu'il entend défendre avec ses homologues du « pacte du pouvoir de vivre », lors de la campagne présidentielle à venir. Il fait également le point sur son avenir personnel à la tête de la CFDT.

LE FIGARO. - Vous dirigez depuis neuf ans la CFDT, la première organisation syndicale en France, tous secteurs confondus. En quoi votre position vous rend-elle légitime pour proposer un projet de société, très éloigné du monde du travail ?

Laurent BERGER. - Ce n'est pas un projet de société mais un projet pour la société très en prise avec le monde du travail. Les travailleurs sont aujourd'hui confrontés à des problématiques classiques d'emploi, d'organisation du travail, de protection sociale qui sont au centre des préoccupations de la CFDT ; mais ils sont aussi concernés par des enjeux plus larges, comme la transition écologique ou la révolution numérique, et souhaitent vivre dans une société démocratique apaisée. C'est pourquoi nous sommes légitimes pour nous pencher sur ces sujets transversaux. Et ce n'est pas nouveau. Si la CFDT est devenue la première organisation syndicale de France, c'est justement parce qu'elle s'occupe, notamment par sa présence à leur côté sur le terrain, de toutes les préoccupations des travailleurs, y compris de celles qui débordent du cadre du monde de

l'entreprise. Mais aussi parce qu'on peut convaincre en France sans tomber dans l'outrance ou l'invective. Personne n'est légitime pour nous cantonner dans un rôle ou une case.

Quels sont le sens et les valeurs du projet pour la société que vous portez ?

Même si nous ne vivons pas dans un pays en développement où les libertés démocratiques sont bafouées, on assiste tout de même à un affaiblissement du débat public préjudiciable, avec une absence totale de vision pour demain. Nous souhaitons donc nous fonder sur nos valeurs de démocratie, de justice sociale, d'émancipation collective et individuelle pour apporter des réponses aux sujets importants qui préoccupent les travailleurs et faire se confronter des positions divergentes. Aujourd'hui, ce qui fait sens dans le débat, c'est de discréditer son contradicteur ! Ce n'est pas notre position : nous voulons apporter une vision et des solutions dans le débat public. Je n'ai pas d'autre ambition que de faire progresser la situation des travailleurs.

En quoi le « pacte du pouvoir de vivre », que vous avez lancé avec Nicolas Hulot et qui est porté par 66 organisations (ONG, associations, syndicats...), est-il une réponse à la crise démocratique actuelle ?

Ce pacte, né lors du grand débat après la crise des « gilets jaunes », est une réponse aux trois grands défis (écologique, inégalités sociales et démocratiques) de demain. Il montre qu'une société civile organisée, dans toute sa diversité, est capable de porter des revendications et faire des propositions. Le « pacte du pouvoir de vivre » est un vrai contre-pouvoir politique à tous ceux qui pensent que la solution appartient à quelques-uns. C'est aussi l'occasion pour la CFDT de s'enrichir grâce à de nouvelles alliances avec des organisations qui n'ont pas le même terrain d'action ou qui ne pensent pas





toujours comme elle, mais partagent les mêmes valeurs.

Les syndicats sont dépassés par les collectifs de lutte sociale, type « gilets jaunes ». Ils sont mortels et trop éparpillés, dites-vous. Quel est leur avenir ?

Tout le monde connaît la situation du syndicalisme en France même si, je le rappelle, la somme des bases militantes de tous les partis politiques n'égale pas celle de la CFDT. Le syndicalisme est en effet trop éparpillé et doit renforcer encore le nombre de ses adhérents. Il y a aussi trop de divisions. C'est pourquoi nous devons absolument travailler avec d'autres organisations pour nous enrichir. Les relations intersyndicales actuelles ne le permettent pas.

On vous sent plus grave depuis dix-huit mois, comme si votre mission vous pesait.

Pourtant, vous avez annoncé être candidat à votre succession en juin 2022. Pourquoi ?

Je ne suis pas plus grave, mais je regarde la situation avec réalisme. Les défis devant nous et les risques mondiaux auxquels nous faisons face sont énormes, surtout après la crise inédite que nous venons de traverser. Et le climat ambiant, qui s'apparente à une forme de fatigue démocratique, m'inquiète. Je prends donc mes responsabilités. Je me suis bien sûr posé la question de mon départ mais que n'aurait-on dit et quel sens politique aurait-on donné à ma démarche si j'avais annoncé en janvier 2022 que je ne me présenterais pas en juin à un nouveau mandat de secrétaire général ?

On aurait dit que vous alliez franchir le pas et vous lancer en politique, pour briguer un mandat électif aux législatives, devenir ministre ou autre, une rumeur véhiculée par vos détracteurs dont vous n'arrivez pas à vous défaire...

C'est n'importe quoi. Je ne ferai jamais de politique, au sens où je me présenterai à une élection ou accepterai un poste de ministre. Mais je continuerai toujours à porter un engagement dans un cadre collectif et citoyen. Je suis militant depuis l'âge de 15 ans et compte le rester encore longtemps.

Ne faites-vous pas de la politique en martelant que le Rassemblement national (RN) est une impasse sociale, économique, syndicale, démocratique ?

L'extrême droite est un danger pour notre économie, notre cadre de vie, notre système de protection sociale, nos libertés, et c'est le rôle d'un syndicat comme la CFDT de le dire clairement. Je n'en fais pas une obsession, mais quand je vois les thématiques portées par le RN, ou un candidat potentiel comme Eric Zemmour, je me dis que j'ai raison d'alerter sur le risque démocratique qu'ils représentent.

Sur quelles bases la CFDT se positionnera lors de la prochaine présidentielle ?

Nous resterons indépendants et ne serons récupérés par personne. Nous ferons valoir nos propositions dans le cadre du « pacte du pouvoir de vivre » mais aussi seuls, sur les thématiques liées au monde du travail qui constituent toujours notre cœur de métier. On demandera à rencontrer les candidats et on dira ce qu'on pense de leur programme.

Si Marine Le Pen n'est pas au second tour de la présidentielle, donnerez-vous une consigne de vote ?

Non. Nous nous positionnerons uniquement si Marine Le Pen est au second tour et appellerons à voter pour l'autre candidat, quel qu'il soit. La CFDT ne reniera pas ce qu'elle est et prendra ses responsabilités. ■

L'extrême droite est un danger pour notre économie, notre cadre de vie, notre système de protection sociale, nos libertés, et c'est le rôle d'un syndicat comme la CFDT de le dire clairement. Je n'en fais pas une obsession, mais quand je vois les thématiques portées par le RN, ou un candidat potentiel comme Eric Zemmour, je me dis que j'ai raison d'alerter sur le risque démocratique qu'ils représentent

LAURENT BERGER





RENCONTRE

« Aujourd'hui, ce qui fait sens dans le débat, c'est de discréditer son contradicteur ! Ce n'est pas notre position : nous voulons apporter une vision et des solutions dans le débat public. Je n'ai pas d'autre ambition que de faire progresser la situation des travailleurs. »

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

